

COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL
Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

Veille du 22 mai 2020

Résumé :

Le Congrès des Députés espagnols a adopté le **prolongement de l'état d'alerte jusqu'au 7 juin inclus**. Le **port du masque est obligatoire dans toute l'Espagne**, dès 6 ans, sur la voie publique et dans tous les espaces publics ou lieux recevant du public, depuis le 21 mai.

Bien que 70% de l'Espagne soient en « phase 1 » du plan de déconfinement, et donc autorisés à ouvrir les terrasses à hauteur de 50% de capacité maximale, **la restauration hors domicile opère un redémarrage timide** (taux de réouverture entre 15 et 20%).

Dans l'attente de la réouverture des bars et restaurants, **l'AOP Rueda tente de booster la vente en ligne** pour soutenir ses viticulteurs. **Plan de soutien viticole espagnol** : les mesures d'urgence restent "insuffisantes" pour la filière et certaines Communautés autonomes.

Le rebond des exportations de produits alimentaires en mars (près de 13%) a permis d'amortir la chute globale des exportations espagnoles.

L'évolution des prix entre mars et avril confirme une **inflation des produits alimentaires pendant le confinement** des ménages espagnols, particulièrement marquée sur les **produits frais**, qui restent plébiscités.

Les **demandes d'aide alimentaires** affluent.

Partis haut en tout début de campagne, les cours de la **pêche-nectarines** se réajustent. Le risque de manque de main d'œuvre se précise dans les vergers du nord-est de l'Espagne.

La **filière rizicole portugaise** déclare être épargnée par la crise sanitaire.

Les premiers éléments de la **stratégie "de la fourche à la fourchette"** suscitent des réactions mitigées en Espagne.

L'Espagne s'opposera à la hausse du **taux de retenue sur les paiements directs 2020**.

Stockage privé espagnol : plébiscite pour le **fromage** (dont le quota est déjà atteint), et nouvelles demandes pour la **viande**.

Pénurie de marins étrangers pour les flottes espagnoles.

ESPAGNE 

Circulation des marchandises et des personnes

L'agroalimentaire amortit la chute globale des exportations pour le mois de mars :

- Selon le Secrétariat d'État au Commerce, les exportations de marchandises espagnoles ont diminué de 14,5% en mars 2020 par rapport à mars 2019 (s'établissant à 21,77 Md€), et même de -16,6% avec les séries corrigées qui intègrent les variations liées à l'effet calendaire. Cette baisse est supérieure à celle enregistrée dans la zone euro (-9,0%) et dans l'UE (-8,8%). Elle concerne par ailleurs tout particulièrement les principaux partenaires de l'Espagne : L'Italie (-23,7%), la France (-18,9%), l'Allemagne (-17,8%), le Royaume-Uni (-16,1%) et le Portugal (-12,7%). La baisse dans les autres pays de l'UE n'est "que" de -6,4% (mais les volumes et valeurs associées y sont bien moindres).
- Les exportations de produits alimentaires, de boissons et de tabac ont contribué à amortir cette chute : elles ont augmenté de +12,9% par rapport à mars 2019, et représente un cinquième du total des exportations du mois. Elles ne suffisent toutefois pas à compenser la chute pour d'autres produits (-33% pour l'automobile, -31% pour les produits manufacturés).

- Les principaux produits connaissant une embellie à l'export sont les fruits et légumes frais (à destination de l'Allemagne, de la France, du Royaume-Uni et des Pays-Bas principalement) : les exportations ont augmenté de 3,6% en volume et 12% en valeur par rapport à mars 2019 (+1,3 Mt pour +1.592 M€). Cette croissance est en réalité uniquement liée au segment des fruits, notamment les agrumes, les pommes et les poires (et à l'exception des fraises). Les exportations de légumes sont quant à elles en baisse de -2% en volume et -7% en valeur (différence traduisant tout de même une forme de revalorisation de prix, notamment pour la tomate).
- Les exportations de vian­des participent également à cette hausse (notamment en Chine, où les exportations de porc espagnol ont conservé leur dynamisme). Les exportations de produits de la pêche ont en revanche légèrement diminué.

Filières agricoles

• *Vin*

Vin : impact modéré des taxes américaines sur le vin en bouteille espagnol. L'analyse des importations américaines de vins entre octobre 2019 (mise en place des taxes) et mars 2020 fait état d'une baisse de "seulement" 3,6% en volume (- 0,7 MI) et 2,3% en valeur (- 2,5 M\$) pour les vins espagnols, contre une chute de 9% en volume (- 4,9 MI) et surtout de 27% en valeur (-136,9 M\$) pour le voisin français. Le prix moyen au litre a également légèrement augmenté pour le vin espagnol, alors qu'il a diminué côté français. Une partie de ces baisses est toutefois imputable au Covid-19 : les chutes ont en effet été sensiblement plus prononcées en mars 2020, alors que les exportations commençaient légèrement à redémarrer sur début 2020 par rapport à fin 2019.

• *Fruits et légumes*

Agrumes : effondrement des exportations aux États-Unis. En raison des taxes américaines mises en place dans le cadre du conflit Airbus, aucun lot de mandarines et d'oranges valenciennes n'ont été expédiés cette saison selon la branche locale du syndicat des jeunes agriculteurs (Asaja). Pour les citrons, le volume atteint à peine 900 tonnes. En comparaison, le Canada a acheté 50 fois plus d'agrumes que son voisin cette saison (50.000 t environ).

Pêche-nectarine : les cours redescendent. Selon certains observateurs, la forte demande et la baisse d'offre (mauvaises conditions climatiques, manque de main d'œuvre pour la récolte) devraient conforter le maintien des prix aux producteurs. Or, les derniers prix moyens relevés par le ministère de l'Agriculture (semaine 20) font état d'une forte baisse : -20,9% pour la nectarine (de 1,19 à 0,94 €/kg) et -13,74% pour la pêche (de 1,04 à 0,89 €/kg). Les producteurs y voient la confirmation de leur observation initiale, à savoir que la campagne avait commencé avec des prix plutôt hauts par rapport aux années précédentes, qui étaient donc amenés mécaniquement à descendre.

Tomates : les producteurs d'Estrémadure demandent une hausse de prix. Les conditions climatiques difficiles de ces derniers mois ont en effet empêché les plantations d'une partie des tomates d'été. Ce retard est source de coûts de production supplémentaires, auxquels s'ajoutent des risques plus élevés de pertes de récolte. Cette demande s'inscrit dans un contexte de baisse du prix producteur de certaines tomates à l'échelle nationale (notamment la tomate ronde, dont le prix a chuté de 17% entre la semaine 19 et la semaine 20, s'établissant à 0,37 €/kg).

Betterave sucrière : tensions sur les prix producteurs. Le syndicat des petits agriculteurs et éleveurs (UPA) a présenté sa première plainte auprès de l'AICA (Agence d'information et de contrôle de l'Alimentation) contre l'industriel *Azucarera*. Le syndicat affirme que les contrats que la société sucrière propose aux producteurs prévoient des prix en dessous de la réalité du marché.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

• *Mesures - PAC*

Réactions mitigées de toute part aux premiers éléments de la stratégie "de la fourche à la fourchette" annoncés par Bruxelles :

- Pour le ministre de l'Agriculture, Luis Planas, si l'orientation vers un PAC plus "verte" est un bon signal, elle ne doit en revanche pas se faire trop rapidement ("du jour au lendemain") et disposer d'un budget consolidé, au moins équivalent à celui de 2014-2020, à la hauteur des ambitions. Il ajoute que ces nouvelles dispositions ne devront pas être un "fardeau" supplémentaire pour les agriculteurs et les pêcheurs, car bon nombre de ces derniers ne pourraient pas le supporter.
- Les Coopératives agroalimentaires considèrent également que des moyens supplémentaires sont nécessaires, et que les obligations doivent être basées sur des preuves scientifiques et non des arguments idéologiques.

- Même réaction pour la grande majorité des syndicats agricoles, qui soulèvent l'aspect "contradictoire" du projet en l'état, car il augmente les obligations pour les agriculteurs et donc les coûts de production, sans hausse de budget. Certains, notamment le syndicat des petits agriculteurs et éleveurs (UPA) déplorent la culpabilisation de l'utilisation des produits phytosanitaires et antibiotiques, qualifiés de "sûrs". Il s'oppose également fortement à la réduction de production de viande.
- Une divergence nette de positions entre syndicats et militants écologistes apparaît clairement : trop pour les uns (stratégie "utopique et suicidaire" pour les jeunes agriculteurs, qui demandent qu'elle soit repoussée) et pas assez pour les autres (WWF demande 50% des fonds PAC dédiés à la protection de l'environnement). L'association des producteurs de fertilisants (ANFFE) se range aux côtés des syndicats, en soulignant l'impact économique et de rendement qu'aurait une réduction trop rapide des amendements de synthèse.

L'Espagne s'opposera à la hausse du taux de retenue sur les paiements directs 2020. Annoncé à 4,23% suite à l'absence d'accord sur le cadre financier et pour financer le fonds de crise, Luis Planas a indiqué qu'il voterait contre cette mesure « coup de rabet ». Il souhaite que le taux se limite à 1%, comme chaque année, pour financer la réserve de crise.

Stockage privé : plébiscite pour le fromage dont le quota est déjà atteint, et nouvelles demandes pour la viande. Les demandes pour le fromage viennent en effet de dépasser le 4.592 t : les dernières enregistrées subiront donc un coefficient réducteur afin de rester dans le cadre de l'enveloppe initiale. Concernant la viande, le total au 20 mai est à présent de 108 t de viande bovine (dont 86 t pour 90 j et 22 t pour 150 j) et 125 t de viande ovine (120 t pour 90 j et 5 t pour 150 j). A noter, l'Espagne est le seul Etat membre à avoir sollicité des aides au stockage pour la viande ovine.

L'interprofession laitière espagnole (Inlac) considère le stockage privé insuffisant pour surmonter la crise. Sa présidente indique en effet que cette mesure a un effet "temporaire", et doit être complétée par un soutien direct à la réduction de production et aux programmes de structuration de filière et de développement de l'export.

Plan de soutien à la filière vitivinicole : des mesures d'urgence "insuffisantes" selon la filière et certaines Communautés autonomes, qui en demandent davantage. La grande majorité des syndicats regrettent que le plan se limite aux fonds du Programme national d'appui et qu'aucune aide d'État ne soit débloquée. L'interprofession (OIVE) partage ce point de vue, et évoque la possibilité de demander des fonds de l'UE, via le fonds de crise. Ces hausses de budget devraient servir à augmenter les aides du plan de soutien (distillation, récolte en vert, stockage privé). D'autres plaident en revanche pour donner la priorité aux vins très impactés par la paralysie de la RHD (en particulier les AOP).

• **Mesures - hors PAC**

Annonces des premières aides directes régionales pour les fleurs coupées et plantes ornementales à Valence. Le Gouvernement valencien vient d'annoncer le déblocage de 2,4 M€ pour venir en aide à cette filière, très présente dans la région et sévèrement touchée par le confinement et l'annulation des festivités de printemps (jusqu'à 80% des ventes sont réalisées entre mars et mai). Des compensations de 1 500 à 3 000 €/ha seront versées. La Communauté valencienne continue toutefois d'en appeler au Gouvernement central et à la Commission européenne, afin qu'ils complètent ces aides financières (notamment via le fonds de crise de la PAC).

Distribution - Consommation

Point sur la consommation des ménages espagnols en semaine 19 (du 4 au 10 mai) :

- Légère augmentation de la moyenne de **consommation totale** de produits alimentaires (+6,8% en une semaine), qui reste toutefois dans la fourchette observée depuis plusieurs semaines par rapport à 2019 (+30%).
- Augmentation nettement supérieure à cette moyenne de +30% pour la **viande ovine** pour la troisième semaine consécutive (+64,5%), malgré une baisse de 15% par rapport à la semaine 18.
- Confirmation de la reprise de consommation pour le **poisson**, avec une hausse interannuelle toutes catégories confondues elle-aussi supérieure à la moyenne (+38%), et une progression de 6,6% en une semaine.
- Maintien de la consommation élevée de **fruits et légumes** (frais et transformés), avec une légère hausse par rapport à la semaine précédente.
- Maintien de consommation élevée des **boissons alcoolisés** (en variation interannuelle : +67% pour le vin, +70% pour les spiritueux et +78% pour la bière), mais qui ne suffisent pas à compenser la perte de la RHD (en volume, et surtout en valeur).

Augmentation des prix à la consommation des denrées alimentaires sur avril, en particulier les produits frais. Les données de l'Institut national de statistique (INE) indiquent, pour avril 2020 et par rapport à mars 2020, une variation de prix à la consommation de +1,1% pour les biens et de -1,5% pour les services (en considérant, pour les uns comme pour les autres, uniquement ceux qui ont pu continuer d'être consommés pendant l'état d'alerte, décrété le 14 mars dernier et toujours en vigueur). Cette inflation sur les biens est en partie tirée par la hausse des prix de l'alimentation : +2,6% pour les produits alimentaires frais, et +0,7% pour les produits emballés. Cette tendance à la hausse est confirmée par les comparaisons annuelles : de +2,5% entre mars 2019 et mars 2020, à +4% entre avril 2019 et avril 2020. Dans la catégorie des produits frais, les fruits et légumes se distinguent avec une hausse mensuelle de +10,4%, suivis des fruits de mer (+3,5%), du poisson frais (+2,7%), des pommes de terre (+2,6%). La viande ovine enregistre quant à elle une baisse mensuelle de -2,1%. S'agissant des produits emballés, les pizzas et quiches enregistrent la plus forte hausse avec +3,6%, suivies des pâtes alimentaires et semoules (+2,5%) et des jus de fruits et légumes (+2,5%). Les glaces et sorbets ont quant à elles vu leur prix fondre de -1,2%, et les spiritueux et liqueurs de -1,1%.

Différentiel entre prix producteur et prix consommateur : grande-distribution et intermédiaires dans le collimateur des syndicats agricoles. Selon plusieurs syndicats agricoles, les hausses des prix au détail n'auraient pas été répercutées sur les prix d'achat aux producteurs sur plusieurs produits, dont le prix producteur aurait même baissé pour certains sur la même période. Les distributeurs répondent que ces augmentations sont uniquement liées à une hausse des coûts logistiques (notamment pour le transport et la protection du personnel), et que leurs marges et leurs bénéfices ont été sensiblement réduits depuis l'état d'alarme.

L'AOP Rueda tente de booster la vente en ligne pour soutenir ses viticulteurs. Le Conseil régulateur de l'AOP vient de créer un catalogue en ligne, qui renvoie directement aux sites internet des exploitants. Il espère que cela permettra de limiter les pertes dans l'attente d'une reprise de la restauration hors domicile (qui représente près de 70% des ventes de vins Rueda en temps normal).

L'Espagne bonne élève en matière de limitation des ruptures d'approvisionnement. Un peu plus de 7% de produits en rupture au maximum, soit seulement 2,8% de moins que l'an passé, et bien en dessous des scores des voisins européens (12% au maximum pour l'Italie et la Belgique, et jusqu'à 18% pour la France, selon l'étude réalisée par l'Association des fabricants et distributeurs - Aecoc en partenariat avec le cabinet Nielsen).

Changement de perception des produits emballés, hier dénoncés, et aujourd'hui synonymes de sécurité. C'est en tout cas ce que soulèvent trois dirigeants de coopératives fruitières (Anecoop, Coopaman et Kiwi Atlántico), qui estiment que cette tendance va durer encore plusieurs semaines.

La grande distribution louée pour sa "résilience" face à la pandémie. Un rapport sur la perception citoyenne de la responsabilité sociale des entreprises pendant cette crise vient d'être publié. Près de 2.000 citoyens et 250 experts ont évalué les actions menées par les grandes entreprises du pays. Les groupes espagnols *Mercadona* et *El Corte Inglés* arrivent en très bonne place, ainsi que Carrefour.

Visite du roi sur les étals du marché de gros de Madrid pour féliciter toute la chaîne d'approvisionnement. Le 21 mai matin, le roi et la reine ont visité les installations de Mercamadrid, la plus grande plateforme de distribution et de commercialisation de produits alimentaires frais en Espagne. "Vous méritez tous des applaudissements", a déclaré Felipe VI pour valoriser le travail des 9.000 personnes et des plus de 800 entreprises qui fournissent des aliments frais à des milliers de foyers.

Succès pour la plateforme de vente à distance des petits producteurs via les services postaux. *Correos Market*, qui permet aux petits producteurs agricoles de vendre leurs produits en profitant du réseau des bureaux de poste en Espagne, a vu sa demande grimper en flèche au cours des dix dernières semaines. La plateforme va d'ailleurs commencer à expédier au Portugal.

Hôtellerie-restauration

Réouverture timide des bars et restaurants. Bien que l'ampleur exacte de cette réouverture dès la phase 1 semble difficile à déterminer précisément, il apparaît en revanche clair qu'un grand nombre de bars et restaurants ont gardé leurs rideaux fermés. En effet, malgré le fait que près de 70% du pays soient à présent en phase 1 du plan de déconfinement, et donc autorisés à ouvrir les terrasses à hauteur de 50% de capacité maximale, toutes les enquêtes corroborent un redémarrage timide de la restauration hors domicile, entre 15 et 20%.

Des autorisations délivrées par les municipalités au cas par cas peuvent permettre d'étendre les terrasses sur la voie publique, et donc de se rapprocher d'un taux de remplissage plus important (les 50% étant calculés sur la base du périmètre de terrasse avant pandémie). De plus, si les professionnels ont certes obtenu un relèvement du seuil de capacité des terrasses (de 30 à 50% en phase 1), les seuils pour les espaces intérieurs restent pour l'instant inchangés (30% en phase 2 et 50% en phase 3).

L'Institut national de statistique (INE) évalue à 57% la perte interannuelle de chiffre d'affaire en mars pour l'hôtellerie-restauration. Pour les services dans leur ensemble, la baisse est de -19,4%.

L'interprofession hôtelière met en place une formation à destination des bars-restaurants pour la sécurité du personnel et des clients. La certification est délivrée avec une signalétique, afin d'en attester auprès des clients (potentiel argument d'appel). Elle est gratuite pour les membres, et coûte 295 € sinon.

Mesures de gestion de la main d'œuvre

L'opposition demande une ouverture plus large des frontières aux travailleurs agricoles étrangers. Le groupe du Parti Populaire (PP - classé à droite) au Sénat a déposé une motion pour l'ouverture des frontières aux saisonniers agricoles hors-UE, dont l'Espagne dépend habituellement pour ses récoltes (en particulier en provenance du Maroc et de Roumanie). Cette motion sera discutée en Commission très prochainement.

Risque de manque de main d'œuvre pour la récolte des fruits à noyaux. Selon *Tridge*, groupe spécialisé dans l'analyse des marchés mondiaux, jusqu'à 40% de main d'œuvre pourrait faire défaut dans les régions où la récolte commence le plus tard (Aragon, Estrémadure, Catalogne).

Selon la fédération patronale des concessionnaires de machines agricoles, 60% de la filière bénéficieraient actuellement du chômage partiel.

Actions de solidarité - aide alimentaire

Tension sur les stocks des banques alimentaires. La Banque alimentaire de Huelva organise en effet une grande collecte virtuelle pour répondre au "besoin urgent" de stocks, face à l'augmentation de 20% du nombre de bénéficiaires enregistrée depuis le début de la pandémie.

El Corte Inglés offre des cartes cadeau à la Croix Rouge. 4 000 cartes cadeaux de 80 € chacune ont été éditées et seront distribuées aux bénéficiaires pour l'achat de denrées alimentaires et de produits de première nécessité. En parallèle, les dons en nature de la part de l'agroalimentaire et de la distribution se poursuivent dans tous les pays.

Pêche maritime et aquaculture

Pénurie de marins étrangers pour les flottes espagnoles. Le Secrétaire général de la principale association de pêche espagnole (CEPESCA) alerte des difficultés pour assurer la relève de certaines flottes de pêche du Golfe de Cadix et de Méditerranée, en raison des restrictions d'accès au territoire espagnol appliquées par le gouvernement aux non-résidents permanents depuis la mise en place de l'état d'alerte le 14 mars. En effet, les marins de nationalité étrangère partis se reposer dans leurs pays d'origine avant cette date, se retrouvent aujourd'hui dans l'impossibilité de regagner les ports espagnols.

Les pêcheurs de la zone du Détroit de Gibraltar alertent à nouveau les autorités sur l'impact de la présence de l'algue asiatique dans le sud de l'Espagne. Les pêcheurs du port de Barbate (province de Cadix) alertent de nouveau les autorités sanitaires de la présence de cette espèce d'algue dans cette zone du sud de l'Espagne, rendant l'activité de plus de 300 bateaux extrêmement compliquée. Ils signalent également l'impact de cette algue sur la faune (moins d'oursins, orties, patelles) depuis sa réapparition en avril.

PORTUGAL

Filières agricoles

- **Riz**

La filière déclare être épargnée par la crise sanitaire. Selon le plus grand producteur national de riz, la filière n'a pas manqué de facteurs de production jusqu'à présent et l'activité a été assurée normalement. Par ailleurs, les exportations, limitées aux marchés européens pendant la pandémie, auraient augmenté.

- **Tomate**

Les producteurs de tomates ont décidé de ne pas réduire les surfaces en production. Plusieurs ont adapté leurs méthodes de travail pour protéger leurs équipes du Covid-19 (distance physique entre les travailleurs, utilisation de gel désinfectant et d'écrans de protection dans les machines agricoles).

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Les jeunes agriculteurs prônent une « discrimination positive » au profit de l'intérieur portugais. L'Association des jeunes agriculteurs (AJAP) a plaidé pour une révision de la charge fiscale et sociale des agriculteurs afin de promouvoir une « discrimination positive », surtout dans les zones à faible densité. Pour mémoire, l'organisation a récemment accueilli favorablement les mesures exceptionnelles pour le secteur présentées par le ministère de l'Agriculture tout en regrettant que le pays ne puisse pas allouer plus de fonds du budget de l'État au secteur. D'autres organisations professionnelles ont également jugé les mesures proposées comme insuffisantes, demandant au Gouvernement de mettre en place des aides d'Etat, en compléments des aides européennes.

Le Gouvernement régional des Açores lance la campagne « *Seguramente Açoriano* » pour encourager la consommation de produits et services de la région. La campagne, lancée le 21 mai, vise soutenir la reprise économique de la région, en favorisant le maintien de l'emploi et la stabilité des revenus familiaux locaux.

Distribution

Un nouveau foyer d'épidémie a été détecté dans l'entrepôt de *Sonae MC* (supermarchés Continente), à Azambuja (Grand Lisbonne). Le nombre de personnes infectées est récemment passé de 40 à 70. Face à la situation, la société de distribution a mis en œuvre un ensemble de mesures pour lutter contre la propagation du virus, dont un programme de communication et de sensibilisation concernant le Covid-19. Elle a par ailleurs rappelé que les recommandations des autorités sanitaires étaient bien mises en œuvre dans cet entrepôt depuis 2 mois.

La pandémie a également eu des conséquences sur les comptes du groupe *Sonae*, qui a enregistré une perte de 59 M€ au cours des trois premiers mois de 2020 (contre un bénéfice de 18 M€ pour la même période de 2019). Le groupe de distribution portugais a justifié ce résultat par les effets de la pandémie sur l'activité de ses magasins Worten (produits électroniques) et Sonae Fashion.

La ville de Porto rouvre ses foires et marchés alimentaires le 1^{er} juin. C'est ce qu'a décidé la Mairie de Porto récemment.

Secteur Forêt-bois

Le Conseil des ministres a approuvé le Plan national de gestion intégrée des incendies ruraux (PNGIFR). Le PNGIFR identifie les objectifs stratégiques et les mesures à mettre en œuvre, clarifiant les rôles et responsabilités des différentes entités qui coopèrent pour atteindre les objectifs définis dans le cadre de la lutte contre les incendies ruraux. Il s'agit d'un document auquel des programmes d'action seront associés, aux niveaux national et régional, avec la définition annuelle des objectifs et indicateurs nécessaires. Un ensemble de règlements sur la forêt a été par ailleurs approuvé afin de rendre les territoires plus résilients aux risques d'incendie, sur la base de politiques de restructuration du paysage et de mesures favorisant une forêt multifonctionnelle, diversifiés et plus rentable, avec une plus grande capacité de séquestration du carbone. Selon le ministre de l'Environnement et de l'Action pour le climat, João Pedro Matos Fernandes, cet ensemble de mesures vise à la fois à réduire les risques d'incendie et à promouvoir la décarbonation au Portugal.

Pêche maritime et aquaculture

Les pêcheurs portugais pourront reprendre la pêche à la sardine le 1^{er} juin. Interdite depuis la mi-octobre 2019, la pêche des sardines pourra à nouveau avoir lieu du 1^{er} juin au 31 juillet.

L'entreprise *Docapesca* cofinance les tests de dépistage du Covid-19 pour les pêcheurs. Pendant l'état d'urgence (du 18 mars au 3 mai), Docapesca a garanti l'approvisionnement alimentaire de la chaîne du poisson frais au Portugal, après avoir mis en œuvre un plan d'urgence, ainsi qu'un éventail de mesures de sécurité afin de garantir le fonctionnement régulier de ses ports de pêche et de ses enchères, qui demeurent en vigueur.